

# Des avancées, au prix d'une guérilla de tous les jours...

Entretien avec Jean Paul Besset, porte-parole de la fondation.  
Nicolas Hulot, négociateur du Grenelle de l'environnement.

## *Global Chance.*

Je voudrais tout d'abord faire le point avec vous sur l'état de la situation dans le Grenelle de l'environnement, en commençant par l'histoire et la mise en place jusqu'à la table ronde du 26 octobre 2007.

## *Jean Paul Besset*

L'histoire s'est enclenchée, comme souvent, avec des surprises. La publication du pacte écologique de la fondation Hulot et son impact populaire, la campagne présidentielle, la menace de Nicolas Hulot de s'y présenter, les contacts avec les candidats, ont finalement abouti à l'engagement de ces candidats et en particulier de Nicolas Sarkozy, s'ils étaient élus, d'organiser un Grenelle de l'environnement, au sens d'une négociation où l'on mettrait tout sur la table à propos de la crise écologique et des mesures à prendre pour y faire face.

Tous les candidats qui avaient signé le pacte reconnaissent en effet qu'il y avait une crise écologique profonde et qu'il fallait en traiter de façon prioritaire. Je rappelle qu'ils avaient signé que « l'impératif écologique doit devenir le déterminant des politiques publiques ».

Ces engagements étaient pris devant un regroupement de 9 ONG, évidemment pas complètement représentatives de la diversité de la planète écolo, mais dans lesquelles on retrouvait les principales sensibilités et cultures, de Greenpeace à France Nature Environnement. Et quand le nouveau président a été élu, il a tenu immédiatement son engagement, à notre étonnement d'ailleurs, en nous invitant à l'Élysée pour nous annoncer la création du ministère du développement durable comme numéro deux du gouvernement (c'était une des cinq propositions du Pacte écologique) et la tenue du Grenelle, en nous laissant fixer l'ordre du jour de cette négociation avec le Medad que Juppé dirigeait à l'époque.

Les choses se sont mises en place avec cinq collègues, l'État, les collectivités territoriales, les syndicats de salariés, les organisations professionnelles et patronales, et les ONG qui, pour la première fois, débarquaient dans une négociation de ce type et de ce niveau. Plusieurs centaines de personnes se sont mises au travail sur la base quasi exclusive des propositions de ces mêmes ONG, ce qui est normal puisque c'étaient elles qui avaient le plus élaboré et avaient une vraie expertise dans ce domaine.

## *Global Chance.*

Quel bilan de cette étape, pour vous, non pas tant sur le plan thématique que sur le plan de la capacité de discussion et de la négociation entre ces partenaires très divers et nouveaux ? Y voyez-vous des avancées importantes et si oui, spécifiquement où ?

## *Jean Paul Besset*

Je crois qu'au-delà des mesures qui ont été actées à la table ronde finale et qui doivent être mises en œuvre maintenant dans la loi, les décrets, etc., au niveau concret (c'est là qu'on verra si la traduction des engagements est réelle), il s'est passé un phénomène politique assez étonnant, un retournement : la question écologique et la question énergétique qui lui est associée a incontestablement fait un progrès considérable, et en profondeur, dans la conscience collective. Il y a eu des événements extérieurs du type Katrina, du type canicule, il y a eu le film d'Al Gore, il y a eu en France le pacte écologique de Hulot, etc.. Et les politiques l'ont intégré. Pas par conviction idéologique, mais sous l'impact du principe de réalité. Un homme comme Nicolas Sarkozy, qui était jusque-là à mille lieux de ces questions, s'est rendu compte qu'il y avait là un vrai problème et qu'il ne pouvait pas se permettre en tant que politique de l'ignorer ou de le contourner, qu'il ne pouvait pas ne pas tenir compte de la pression de la société.

Donc le principal acquis, pour moi, c'est cette mobilisation de la conscience collective qui fait que l'ensemble des politiques et des décideurs, syndicats, organisations professionnelles, élus, ont été amenés à se poser réellement la question. Et on a constaté, avec satisfaction puisque ça faisait des années qu'on prêchait dans le désert, qu'il n'y avait plus de déni du constat de la crise écologique, que le diagnostic était commun, au moins dans ses grandes lignes. Personne ne pouvait plus se permettre de nier, au moins publiquement, les questions qui se posaient. C'est devenu quasiment un tabou.

#### **Global Chance.**

Mais est ce que cette nouvelle reconnaissance de la crise écologique est mise en relation dans l'esprit de ces décideurs divers avec la crise sociale, ou bien est-ce que ce sont encore deux paradigmes bien distincts ?

#### **Jean Paul Besset**

Dans le discours, cette liaison apparaît, au sens où sont citées les conséquences sociales de la crise écologique, mais dans la pratique, hélas, ce lien n'est pas encore passé dans les mœurs. Donc, si je résume, on a assisté à une rencontre improbable entre des gens qui se caricaturaient, ne se parlaient pas, voire se haïssaient, et qui ont trouvé tout d'un coup un sujet de consensus sur l'analyse de la crise écologique grave qui menaçait la société et qui imposait de réagir. À partir de ce diagnostic commun, la discussion devenait possible, même si les cultures, si les intérêts restaient très divergents. Mais cela, c'est l'exercice normal de la démocratie.

#### **Global Chance.**

À propos justement d'exercice de la démocratie, comment cela s'est-il passé ? En particulier comment se sont comportés l'administration, les syndicats, les ONG ?

#### **Jean Paul Besset**

Depuis le début, les ONG ont été la tête de pont de la discussion : 90 % des mesures proposées viennent d'elles. Les autres collèges se sont déterminés par rapport à ces propositions. Quant à l'administration, elle est restée silencieuse, conformément, nous a-t-elle dit, aux engagements du Président de la République qui avait proposé que ce soient les ONG qui aient l'initiative de l'ordre du jour et des propositions. Les syndicats, en particulier CGT et CFDT, ont fait de grands pas en avant et ont approfondi leur réflexion sur de nombreux sujets ; ils se sont beaucoup rapprochés des ONG sur de nombreux points, en particulier dans leur analyse de la consommation (alimentaire, énergétique, etc.). Ils ont compris qu'il y avait un lien très fort entre les questions écologiques et les questions sociales et ils ont aussi amené les ONG à mieux prendre conscience des exigences sociales. Les organisations patronales ont naturelle-

ment défendu leurs intérêts, mais ne se sont pas mis hors-jeu comme on aurait pu le craindre, dans un déni des problèmes. En fait, il s'est créé une dynamique qui faisait que même si telle ou telle organisation ne se sentait pas en phase avec une des propositions, elle n'osait pas trop le dire pour ne pas rompre le processus.

#### **Global Chance.**

Tout ce travail a conduit à la table ronde où l'on trouve l'ensemble des mesures actées par les intervenants du Grenelle. On y trouve de très nombreuses propositions dans des domaines divers. En lisant les principales conclusions, se pose évidemment une question : comment assurer la cohérence de tout cela ? Un exemple : dans le domaine énergie climat, comment s'assurer de la cohérence des mesures proposées avec les objectifs généraux chiffrés affichés en tête du chapitre, par exemple «les trois fois vingt %» (20 % d'économie d'énergie, 20 % d'énergies renouvelables, 20 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre) ? De même, quid de la cohérence entre les groupes ?

#### **Jean Paul Besset**

C'est une vraie question et nous n'avons pas de solution aujourd'hui. Nous n'avons pas mis au point un instrument ou un observatoire qui serait capable de dire : voilà, l'ensemble des mesures qu'on va mettre en œuvre sont suffisantes ou pas vis-à-vis des objectifs quantitatifs affichés par le groupe climat. On n'a donc pas là de garantie. Il va falloir qu'on s'y intéresse de près.

#### **Global Chance.**

Mais on pourrait imaginer que ce soit le rôle de l'administration ? Est-ce qu'elle s'en occupe ?

#### **Jean Paul Besset**

Non elle ne s'en occupe pas du tout. Au mieux, elle est prête à appliquer sans regimber, au pire, et c'est souvent le cas, elle traîne des pieds au maximum, essaye d'enterrer, de raboter, d'édulcorer. C'est le cas dans certains des 33 comités opérationnels dans lesquels les administrations, et c'est normal, sont fortement représentées. Le suivi de ces comités est pour les ONG une sorte de guérilla urbaine où l'on se bat dans chaque quartier, maison par maison, étage par étage, pour vérifier que l'administration ne remet pas en cause sous différents prétextes techniques les décisions prises à la table ronde. Force est de reconnaître que le Medad, Borloo et Kociusko-Morizet, ne lâchent pas sur l'esprit et la lettre du Grenelle et font preuve d'une remarquable détermination dans ce combat.

#### **Global Chance.**

Est-ce que cela ne pose pas la question de la rémunération de tous ces militants et experts d'ONG qui

consacrent plein de temps à cette opération alors que l'administration, elle, est payée pour le faire ?

**Jean Paul Basset**

Globalement, en effet, les ONG font ce très gros boulot bénévolement, mais l'État prend en charge les frais de mission. De toute façon, je ne suis pas sûr qu'il soit souhaitable d'aller plus loin, il faut faire attention, on est déjà sur le fil du rasoir dans un rapport parfois proche de la cogestion, et nous ne tenons notre légitimité que de notre indépendance. Si nous sommes suspectés de rouler pour un tel ou un tel ou d'être achetés, nous perdons toute crédibilité. Je crois donc que nous devons rester intransigeants et mouiller la chemise.

**Global Chance.**

Je comprends bien ce que vous dites, mais en même temps, il y a un très grand déséquilibre avec les administrations qui peuvent vous noyer sous le nombre d'interlocuteurs et de textes.

**Jean Paul Basset**

C'est vrai, vous avez raison. Un exemple, nous sommes à la veille d'une réunion du comité de suivi du Grenelle pour faire le point du travail des comités et je n'ai reçu que ce matin une quarantaine de dossiers des 33 commissions que je suis supposé avoir lus et analysés avec soin avant demain. Donc c'est vrai que les difficultés, les pesanteurs sont multiples. Mais comment pourrait-il en être autrement alors qu'on est entré dans un processus, qui, culturellement, est complètement déstabilisant pour l'administration, les grands corps, les cabinets ministériels ? On est dans une autre logique. Eux restent attachés à l'ancien logiciel du productivisme et du consumérisme.

**Global Chance.**

Vous voulez dire que dans la schizophrénie présidentielle actuelle, l'administration, pour des raisons culturelles, est beaucoup plus en phase avec Attali qu'avec Grenelle ?

**Jean Paul Basset**

D'abord ils ne connaissent généralement rien à l'écologie. Ils ont tous été élevés dans une culture, presque une religion du progrès, de la croissance, et les voilà confrontés à des « écolos » avec la connotation passéiste et utopiste qui s'y accroche. On ne peut pas leur demander du jour au lendemain de renoncer à des convictions établies au cours des deux siècles passés.

C'est pourquoi il n'est pas question de sous-traiter à l'administration la mise en place pratique des mesures décidées : on surveille donc de près cette partie mise en place. Pas de chèque en blanc !

Il est tout à fait intéressant qu'arrivent en même temps deux rapports totalement antinomiques dans leur démarche, le rapport Attali et les choix du Grenelle, même si dans les 300 propositions du rapport Attali, il

y en a sûrement quelques-unes de bonnes à prendre. Sur le fond, les deux démarches sont vraiment inconciliables. Et pendant ce temps, Nicolas Sarkozy mandate deux prix Nobel proches des altermondialistes pour faire des propositions sur un autre PIB, sur une évaluation nouvelle mobilisant des indicateurs de bonheur brut... Nicolas Sarkozy est parfaitement représentatif de cette schizophrénie puisqu'il s'est fortement et simultanément engagé dans ces démarches contradictoires, Grenelle, Attali et les indicateurs de bonheur brut. Comment concilier en effet la recherche d'un point de croissance à fort contenu matériel et énergétique, le Grenelle et la recherche d'un nouvel indice de bonheur brut ?

Nous, on est d'un côté, avec des propositions de transition vers une société écologique, et on tire notre force du soutien de la société civile qui se rend bien compte que les logiques du système doivent changer. Évidemment, il y a le risque qu'on ne puisse pas mener cette autre logique jusqu'au bout. On prend ce qu'on peut prendre. Jusqu'à présent, il est déjà sorti des choses qui vont dans le bon sens comme la suspension des cultures de maïs transgénique ou le bonus-malus sur les voitures polluantes. À ce propos et contrairement à ce qui a été dit par les médias, le gouvernement s'est finalement engagé à annualiser la mesure à partir de 2009, mais il a fallu se battre pour l'obtenir. On va engranger au maximum et on verra bien dans quelques mois, surtout après le passage au Parlement, quel bilan tirer de tout cela du point de vue concret.

**Global Chance.**

Comment voyez-vous le passage au Parlement ?

**Jean Paul Basset**

Là, je pense que cela va être rude. Les amendements que le Sénat veut apporter à la loi sur les OGM en sont l'illustration.

**Global Chance.**

Plus rude qu'avec l'administration ?

**Jean Paul Basset**

En fait, l'administration est en principe là pour traduire le Grenelle sous forme de propositions de lois, de décrets et réglementations diverses, mais elle n'a pas de marge de manœuvre sur le fond puisque le président de la République a nettement indiqué publiquement que « les mesures adoptées par le Grenelle doivent être scrupuleusement et intégralement respectées ». Nous, nous surveillons la traduction. Évidemment, cela n'empêche pas l'administration d'essayer de prendre sa revanche sur le mode « c'est nous la France et on ne va pas se laisser mener par une bande d'écolos, même sympathiques ! ». Mais leur marge de manœuvre est limitée et les ONG sont là pour éviter les dérapages, même si c'est évidemment un combat épuisant de tous les jours.

L'autre obstacle est politique, en particulier avec la majorité parlementaire UMP.

**Global Chance.**

Serait-ce à dire qu'il n'y a pas de problème avec la gauche parlementaire qui me paraît pourtant aussi sur la thèse de la croissance avant tout ?

**Jean Paul Besset**

C'est vrai, mais c'est l'opposition, ils se font plus discrets. Le PS, convaincu que c'était une manœuvre de Sarkozy, n'a jamais soutenu ce processus de Grenelle et il n'a toujours pas compris ce qui s'était passé. Mais il va surtout y avoir un problème avec la majorité présidentielle qui est culturellement et idéologiquement vent debout contre l'esprit de Grenelle.

**Global Chance.**

Pourquoi une telle différence avec le Medef par exemple qui aurait pu, lui aussi, prendre l'affaire vent debout ?

**Jean Paul Besset**

Oui, mais le Medef est peut-être plus en prise avec les réalités. Il y a un certain nombre de chefs d'entreprises aujourd'hui qui ont compris les enjeux et que, stratégiquement, ils avaient intérêt à suivre ou accompagner le mouvement. Je crois que les parlementaires n'en sont pas là ! Leur réélection, leur fonds de commerce sont en jeu. Avec, en plus, le sentiment d'avoir été marginalisés par le processus lui-même, ce qui est d'ailleurs tout à fait vrai.

Et puis cela dépend du rapport de force. Prenons un exemple, le cas du nucléaire. On a été incapables de faire avancer les choses dans les groupes de travail. Non pas parce qu'on avait renoncé à traiter de la question ou qu'on avait fait un deal avec le gouvernement du style nucléaire contre OGM comme il a été dit, mais tout simplement parce que l'on n'a pas trouvé d'alliés, ni auprès des collectivités locales, ni globalement auprès des syndicats ouvriers ou des syndicats patronaux. C'est donc une bataille qu'on n'a pas eu les moyens de mener. On n'aurait pu ne la mener que sur le plan des principes, en rester à une posture protestataire et déclamatoire, multiplier les préalables et s'en saisir comme prétexte pour claquer la porte. Ça nous aurait avancé à quoi ? On a fait un choix stratégique différent, celui de la négociation, donc forcément celui des compromis.

Pour en revenir à votre question, c'est cette étape parlementaire qui m'inquiète le plus dans l'immédiat, d'autant qu'elle est aussi fonction des résultats des élections municipales prochaines et d'éventuels remaniements ministériels. Pour l'instant, je considère qu'on fonctionne bien avec le MEDAD, en confiance, car ils ont incontestablement fait beaucoup de chemin et ils en ont fait leur cause. Et on ne souhaite pas leur mettre des bâtons dans les roues car ils sont eux-mêmes dans un rapport interministériel souvent difficile.

L'étape parlementaire va donc être décisive. Elle devrait déboucher sur un Grenelle 2 à la rentrée où l'on pourra faire le bilan. Avec un comité de suivi constitué comme à l'origine des 4 collèges (hors l'administration) du Grenelle On a eu du mal à imposer ce dispositif puisqu'on nous disait en gros : merci d'être venus, on a bien discuté, maintenant laissez nous faire et on verra dans un an. Nous, on a dit, on veut être là tout au long du processus avec des réunions régulières.

**Global Chance.**

Est-ce que ce comité de suivi s'intéressera à l'adéquation des moyens et du calendrier des mesures proposées par la table ronde ?

**Jean Paul Besset**

Oui, bien entendu. Ce sera l'essentiel de son rôle. L'affaire, comme vous le voyez, n'est pas gagnée. Il faudra rester mobilisé. Néanmoins je crois qu'en France dans quelques années, on parlera d'un avant Grenelle et d'un après-Grenelle ! ■